



Contribution de Jean-Pierre VIDON, 5^e section – ASOM

« Séance exceptionnelle d'hommage à Olivier Stirn »

Séance exceptionnelle du 4 juin 2026

Madame,
Monsieur le Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques,
Monsieur le Président de cette séance d'hommage,
Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire perpétuel,
Chères Consœurs, chers Confrères,
Chers amis de l'Académie,

Olivier Stirn a été le premier membre du Gouvernement avec qui il m'a été donné de m'entretenir. C'était en octobre 1978. Jeune Secrétaire d'ambassade à Pretoria, j'avais été chargé par l'Ambassadeur, notre regretté Confrère Bernard Dorin, de veiller à l'organisation de la visite de celui qui était alors Secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Avec les chefs de la diplomatie de l'Allemagne, Hans-Dietrich Gensher, des États-Unis, Cyrus Vance, du Canada, Don Jamieson, et du Royaume-Uni, David Owen, il venait, dans le cadre de la médiation du Groupe de contact des « Big Five », s'entretenir avec le nouveau Premier ministre sud-africain, P. W. Botha, s'entretenir de l'indépendance du « Sud-Ouest Africain/Namibie » selon le terme consacré à cette période de transition.

Ces souvenirs me sont revenus à l'esprit lorsqu'à la mi-1989, le ministre et vous-même Madame, aviez fait un déplacement à Berlin.

J'étais alors chef de cabinet du Général Cann, chef du Gouvernement militaire français de Berlin. Il m'avait demandé de faciliter votre séjour et de vous faire découvrir des aspects emblématiques de la vie berlinoise.

Quelques mois plus tard, Olivier Stirn, alors ministre délégué au Tourisme, m'appelait au téléphone pour me proposer de rejoindre son cabinet. Sensible à cette attention, dans un domaine que j'avais abordé lors de mes études universitaires, j'aurais à l'évidence répondu favorablement à son appel si mon avenir immédiat n'était pas déjà tracé, celui de mon mariage dans les semaines qui allaient suivre et de notre affectation en Namibie au sein de la Mission

diplomatique d'observation de la France qui deviendra l'Ambassade de France, à l'indépendance, le 21 mars 1990. À nouveau la Namibie !

Un quart de siècle plus tard, c'est avec une réelle émotion que je revois, ici même, Olivier Stirn. En 2019, il publie avec vous, Madame, « L'éveil décisif de l'Afrique : il n'y a pas d'autres choix que l'espérance ». Vous rappelez les potentiels du continent, notamment la jeunesse, la compétition à laquelle se livrent les Émergents en même temps que vous affirmez la conviction que la France et l'Europe auront indéniablement leur rôle à jouer pour l'avenir de l'Afrique. Sous le titre « La géopolitique du monde change », vous présentez l'ouvrage dans la revue d'Amitié-Réalité-Outre-Outre-mer, association que je préside.

Et, par la suite, c'est au Cercle de l'Union interalliée que vous donnez une conférence sur le même thème suivie par un moment de convivialité dont mon épouse et moi-même gardons un souvenir ému.

L'année dernière, le soin m'échoit de coordonner la séance de l'Académie sur « Le Pacifique Sud et l'outre-mer français » et de présenter une communication sur « La France et les États insulaires du Pacifique Sud ». L'exploitation des Archives diplomatiques à laquelle je me livre dans les mois qui précèdent me conduit à rechercher les temps forts de nos relations avec ces États.

Ils sont rares à une époque où les essais nucléaires français altèrent le climat de ces relations. Un seul temps fort ressort de manière significative de mes recherches, la visite d'Olivier Stirn au Royaume de Tonga, pour y célébrer, à la demande du roi Tupou IV, le 125^e anniversaire de la Convention de 1855 liant cet État à la France, et procéder à la signature, le 11 janvier 1980, du Traité d'amitié et de coopération qui allait en prendre le relais. Dans le même temps était signée par la France, à la demande de Tonga, la première convention de délimitation de sa zone économique exclusive avec un État étranger, en l'occurrence au large de Wallis et Futuna.

Je dois avouer qu'une telle visite ministérielle, celle du Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, paraît être la seule d'un membre du Gouvernement, sur le plan bilatéral, que j'ai pu relever, à cette époque sensible, dans l'un des États insulaires de la région.

Attentif à notre présence, à notre influence dans le monde, Olivier Stirn en a été un acteur majeur visiblement convaincu.